

rouge

Revue de presse militante d'information et de mobilisation **ANTICAPITALISTE** - n°19 - 24/07/2016

Publié par **MATÉRIALISMES** avec le Comité NPA Reims



hebdo

MATERIALISMES.WORDPRESS.COM

**BREXIT: LES ANGLAIS VEULENT
QUITTER L'EUROPE**



INSTRUMENTALISATION ET MANIPULATIONS DANGEREUSES

L'ANTICAPITALISTE HEBDO juillet n°346-
21 juillet 2016. Galia TRÉPÈRE

Sarkozy, Le Pen et d'autres, à droite et à l'extrême droite, ont cyniquement rivalisé avec le gouvernement dans l'instrumentalisation de la monstrueuse tuerie de Nice. À coups de surenchères guerrières, xénophobes et réactionnaires. « Nous sommes en guerre, s'est exclamé Sarkozy, une guerre totale [...] ça sera eux ou nous ». Lefebvre, un autre LR réclame « l'état de siège », Dupont-Aignan le rétablissement de la double peine. Guaino as-sène qu'il aurait été possible d'arrêter le camion du tueur avec un lance-roquettes... Le Pen fille accuse aussi bien le gouverne-ment que ses prédécesseurs, Sarkozy et son parti, « qui étaient encore au pouvoir il y a cinq ans », de faire ou d'avoir fait « entrer tant d'étrangers en France ». Elle réclame le renforcement des contrôles aux frontières, l'augmentation des moyens militaires et le rétablissement du service militaire, le rétablissement de la double peine et la déchéance de la nationalité pour les « binationaux radicalisés ». Myard, député LR, a lâché ni plus ni moins qu'il « faut interdire le voile »...

Ces surenchères de démagogues politiciens en rivalité avec ceux en place s'inscrivent dans la même logique sécuritaire, guerrière, xénophobe et raciste. Les uns comme les autres dévoient très consciemment l'émotion mais aussi les craintes suscitées par les attentats, pratiquent les mêmes amalgames entre immigration, islam et terrorisme islamiste, alimentent la peur et la haine de l'autre. Ils agissent ainsi en symétrie des organisations ter-roristes qu'ils prétendent combattre, de l'intégrisme religieux, de l'obscurantisme. Ils attisent les haines et les divisions.

SOMMAIRE

HEBDO DU 18 AU 24 JUILLET 2016

- INSTRUMENTALISATION ET MANIPULATIONS DAN-
GEREUSES NPA. L'ANTICAPITALISTE.
- LE POISON DU RACISME, LUTTE DE CLASSE.
- LE BUSINESS DU CONTRÔLE DES FRONTIÈRES.
NPA. L'ANTICAPITALISTE.
- EXTRAITS / TRACT.
- LOI TRAVAIL : CE QUE LE POUVOIR FAIT, LA RUE
PEUT LE DÉFAIRE LUTTE DE CLASSE



LE POISON DU RACISME

LUTTE DE CLASSE juillet n°2503-
22 juillet 2016. Christian CHAUAUX

Des habitants des quartiers populaires de Nice, où vivait aussi l'auteur de l'attentat du 14 juillet, ont été au premier rang des victi-mes de la tuerie. Mais dans cette ville où la ségrégation sociale est forte, les familles souvent issues de l'immigration subissent déjà les amalgames racistes de ceux qui voudraient les assimiler aux terroristes, ainsi que la pression policière.

De nombreuses personnes immigrées ou ayant simplement des origines étrangères sont inquiètes. Comme l'a résumé une habi-tante de Nice témoignant auprès de la presse : « C'est reparti pour un tour avec les amalgames, ils vont tout exagérer et les politiciens s'en serviront pour justifier l'intervention militaire en Syrie et tout ça. » Dans un autre quartier de la ville, un travailleur a dit également sa colère : « Sur le chantier il y a des gens de toutes origines. On bosse, on se respecte, on est réunis par le travail [...] mais com-ment est-ce possible avec un président qui intervient une demi-heure après l'attaque alors que personne ne sait réellement ce qui s'est passé en parlant directement de terrorisme islamique ? » Des jeunes s'inquiètent du fait que cela va devenir encore plus difficile pour eux de trouver du travail.

Après les attentats du 13 novembre comme après ceux de janvier 2015, des paroles xénophobes, des actes et des agressions racis-tes se sont multipliés. Il y a eu l'incendie de la mosquée d'Ajac-cio le 25 décembre 2015 aux cris de « les Arabes dehors ». Des groupuscules d'extrême droite ont, la nuit même du 13 novembre, attaqué et incendié des baraquements de la jungle de Calais, mena-çant directement les migrants.

De Valls à Le Pen en passant par Estrosi et Sarkozy, tant par leurs propos démagogiques que par leur politique de fermeture des frontières, les politiciens attisent la suspicion entre travailleurs et alimentent les préjugés racistes. Ce sont des poisons mortels pour les travailleurs, qui les divisent, les affaiblissent et renforcent leurs ennemis communs.

Combattre et dénoncer le terrorisme ne doit pas nous faire oublier qu'il a prospéré sur les ravages causés au Moyen-Orient par les interventions impérialistes et que son influence, ici, a grandi sur le terreau du chômage, de la misère, des discriminations racistes et xénophobes, le fruit pourri des politiques menées par tous les gouvernements.

Les discours mensongers sur la France menacée, qui veulent faire croire à une prétendue communauté d'intérêts entre couches populaires et classes possédantes, vont de pair avec les discours racistes et xénophobes qui sèment le poison de la division parmi les travailleurs. Ne tombons pas dans ce piège.



(EXTRAIT) POUR UNE EUROPE AU SERVICE DES PEUPLES, COMMENT COMBATTRE L'UNION EUROPÉENNE ?

L'ANTICAPITALISTE HEBDO juillet n°346-
21 juillet 2016.

(...) Le rejet des politiques de l'UE dans toutes les consultations récentes en Europe est indéniable, tout comme, en général, l'affaiblissement des partis gestionnaires de l'UE : les dernières années ont vu l'érosion de tous ces partis au Portugal, dans l'État espagnol, en Italie, en Grèce, en Autriche... Mais il est faux d'avoir la logique simpliste de dire que « tout ce qui les affaiblit nous renforce ». Ainsi les différents référendums qui ont sanctionné l'UE ne se valent pas, le Brexit anglais en 2016 n'est pas porteur de la même signification que le « Non » français au Traité constitutionnel européen en 2005, et encore moins que le « Oxi » grec en 2015.

POUR UN PROJET DE RUPTURE DE CLASSE

Nous ne devons avoir aucune hésitation à combattre frontalement l'Union européenne, ses traités et ses institutions. Et nous ne pleurons pas de voir que les votes récents et notamment le Brexit ouvrent une nouvelle phase de crise institutionnelle. Mais pour être efficace dans la contre-offensive à laquelle nous travaillons pour notre camp social, il faut que nous répondions à une question essentielle : comment peser pour qu'une aggravation de la crise nous mette en meilleure position ? Nous ne croyons pas que la perspective à creuser relève d'une vision étagée : d'abord l'effondrement de l'UE, permettant le retour à un terrain de lutte national dans lequel parviendrait à s'exprimer dans de meilleures conditions la souveraineté populaire et le combat des travailleurs.

Nous nous prononçons pour une « souveraineté populaire », ce qui est différent du retour à une prétendue « souveraineté nationale », transcendant les intérêts de classe et divisant les travailleurs d'Europe. Et cette souveraineté populaire doit s'appuyer immédiatement sur une mobilisation populaire à l'échelle nationale et transnationale, sinon elle a toutes les chances de se fracasser sur les outils des classes dominantes et de sombrer dans un nationalisme, nouvelle impasse désastreuse.

Il s'agit bien de redéfinir dès le départ, et de rendre crédible un projet de rupture de classe, liant les mesures anticapitalistes radicales et immédiates, les ruptures institutionnelles avec les mécanismes de l'UE, dans un projet internationaliste, celui d'une Europe au service des peuples, de tous les exploités et des opprimés qui la composent, et de ceux qui lui sont liés par l'histoire et par des accords la plupart du temps iniques.



DIFFUSEZ, « ROUGE » HEBDO
ET « ROUGE »,
BROCHURE MILITANTE,
PUBLIÉES PAR MATÉRIALISMES
materialismes.wordpress.com



LE BUSINESS DU CONTRÔLE DES FRONTIÈRES.

L'ANTICAPITALISTE HEBDO juillet n°346-
21 juillet 2016.

À la fin de 2015, il y avait 60 millions de personnes déplacées dans le monde. La plupart sont hébergées dans leur propre pays ou dans des États voisins. En 2014, les pays en développement abritaient plus de 86 % des réfugiés mondiaux contre 70 % 10 ans plus tôt. Pour sa part, l'Europe a reçu seulement un peu plus d'un million de réfugiés en 2015. Néanmoins, la situation est présentée comme catastrophique, et l'Union européenne a renforcé ses frontières, mobilisé des forces armées et essayé toutes les solutions pour tenter d'empêcher les réfugiés d'atteindre les côtes européennes, cela au prix de morts de plus en plus nombreux en Méditerranée.

Un rapport récent d'une ONG néerlandaise montre que cette politique sécuritaire, dont le budget gonfle constamment (de 15 milliards de dollars en 2015, il passerait à 29 milliards en 2022), fournit des marchés juteux à d'importants groupes industriels qui fournissent les dispositifs de renforcement des frontières et de contrôle des migrants, ainsi que des armes et équipements divers. Parmi les principaux bénéficiaires de ces marchés, on trouve **Airbus** (hélicoptères, système de communication, radars), **Thales**, **Safran**, l'espagnol **Indra**, l'italien **Finmeccanica**. Les seules sociétés non-européennes à bénéficier de ce pactole sont des entreprises israéliennes qui recyclent leur expertise acquise dans le contrôle des territoires palestiniens...

Le rapport souligne le fait que **Thales**, **Safran** et **Finmeccanica** figurent aussi parmi les plus gros fournisseurs d'armes aux États du Moyen-Orient et du Maghreb. Ces armes accroissent l'instabilité de la région et sont une des causes des conflits qui amènent des populations à vouloir chercher refuge en Europe. En 2015, l'Arabie saoudite était le premier importateur d'armes au monde. L'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Qatar, l'Algérie, Israël et la Turquie figurent parmi les 20 premiers.

Les marchands de canons gagnent donc sur les deux tableaux : militarisation du contrôle des frontières européennes et augmentation des ventes d'armes, tout cela bien entendu avec le soutien des gouvernements des États européens exportateurs



(EXTRAIT) EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE DU 18 JUILLET 2016.

(...) Alors non, cette guerre n'est pas la nôtre !

La guerre contre Daech cache les visées impérialistes d'une minorité de groupes capitalistes et enrichit les marchands d'armes. Mais ce sont les travailleurs et les populations qui la payent de leur vie, victimes des bombes au Moyen-Orient et des attentats ici. Ils la payent aussi par la division et le poison de la xénophobie et du racisme.

L'intérêt des travailleurs est d'affirmer leur opposition viscérale aux terroristes. Mais plus que tout, ils doivent affirmer leur opposition absolue à leurs propres dirigeants qui sont responsables de cette plongée dans la barbarie.

C'est dans les métropoles occidentales que réside le pouvoir des capitalistes. C'est là qu'ils nous exploitent. C'est à nous de contester leur domination et celle de leurs serviteurs politiques en nous battant concrètement contre le chômage et l'exploitation ici, et en dénonçant les guerres et la misère qu'ils fomentent dans le monde.



LOI TRAVAIL : CE QUE LE POUVOIR FAIT, LA RUE PEUT LE DÉFAIRE

LUTTE DE CLASSE juillet n°2503-
22 juillet 2016. Paul GALOIS

Mais, si la Constitution d'une part et la servilité des députés socialistes d'autre part, permettent à la loi de passer, rien ne dit pour autant qu'elle sera appliquée. Les centaines de milliers de travailleurs qui ont participé à la lutte durant quatre mois n'ont pas changé d'avis. Les millions d'autres qui les ont approuvés, malgré les campagnes de calomnies contre les grévistes et les manifestants, non plus. Les directions confédérales ont d'ailleurs déjà fixé au 15 septembre la prochaine journée d'action et les militants syndicaux commencent à la préparer.

Dans son discours du 14 juillet, Hollande a résumé la loi à ses points essentiels : les licenciements seront facilités, évidemment sous le prétexte dont personne n'est dupe de faciliter les embauches ; les entreprises pourront mettre en place des accords locaux dérogeant aux conventions collectives, c'est-à-dire dégradant les conditions de travail, allongeant les horaires, diminuant les tarifs des heures supplémentaires et donc les salaires. Il suffira pour cela qu'elles trouvent des responsables syndicaux accommodants.

Hollande a eu le front de prétendre que cette loi était dans la lignée de celles de 1936 instituant les conventions collectives. Elles en sont l'exact contraire ! En 1936, grâce à la grève générale, la force collective des travailleurs imposait des limites à l'exploitation. En 2016, la loi travail, en instituant des accords locaux, voudrait briser cette force collective pour renforcer l'exploitation.

Mais, Hollande ou pas, la force collective des travailleurs n'a pas disparu. Elle s'est même exprimée quatre mois durant contre ce gouvernement. Et elle continuera à le faire, contre la loi travail et tous les mauvais coups que patrons et gouvernement ont encore sous le coude.



PRÉPARONS UNE RENTÉE DE LUTTES !

TRACT COMITÉ NPA REIMS.
Distribué Marché Wilson, Reims.
24 Juillet 2016

POURQUOI NOUS LUTTONS ?

Depuis cinq mois, nous sommes mobilisés contre la loi de travail El Khomri. Travailleuses, travailleurs, chômeurs, précaires, jeunes, retraités, syndiqués ou non, militants d'un parti ou pas, nous manifestons contre cette loi, au mot d'ordre : Ni négociation, Ni amendement ! Retrait ! A ces manifestations, s'est ajouté un nombre important de débrayage dans les entreprises et de blocage de sites stratégiques pour l'économie.

Que disons-nous ? Cette loi est une régression historique de nos acquis sociaux. Elle attaque le principe même du code du travail pour tout salarié : son rapport de « subordination constante » avec son employeur.

Au nom d'une fausse « démocratie » dans l'entreprise, la loi de travail El Khomri affirme, au contraire, un rapport d'égalité, et de libres volontés, entre un salarié et son patron ! Ce qui signifie : une plus grande flexibilité dans les heures, une précarité des contrats, des heures supplémentaires moins payées, un droit de licenciement sans justification de la part de l'employeur, un recours au prud'homme plafonné, une perte de la présence syndicale dans les négociations d'entreprise.

Tout cela par une inversion dite « de la hiérarchie des normes ». Avant la loi, les droits des salariés reposaient sur des normes collectives, auxquelles devait se soumettre toute entreprise. Avec

**PRENDRE CONTACT
AVEC LE COMITÉ NPA REIMS**
npa.reims@orange.fr

OU NPA NATIONAL
ecrire@npa2009.org

la loi, chaque entreprise pourra renégocier ses propres conditions, même si elles sont moins favorables aux salariés. Avec la loi El Khomri, le code ne protège plus le salarié mais l'entreprise et le patronat. Elle renverse le rapport de force selon la double idée fausse : Pour embaucher, il faut pouvoir licencier facilement ! Les travailleurs coûtent trop chers, il faut baisser les « charges » patronales pour être plus concurrentiel !, - alors que c'est nous, travailleurs, qui créons la valeur.

Cela, sans compter les versements de l'Etat aux entreprises pour « créer de l'emploi » alors que ces mêmes entreprises continuent de licencier ! Sans compter la baisse du temps et de valorisation de l'allocation chômage, selon l'idée qu'un chômeur qui ne trouve pas de travail en est responsable !

Cette loi est une lutte entre classes dans une crise du capitalisme. Ce gouvernement de « gauche » est devenu la voix du patronat. Cette loi veut faire de nos vies une chair à patron mais nos vies valent plus que leurs profits !

RÉPONSES DU GOUVERNEMENT

Quelle a été la réponse du gouvernement pendant ces cinq mois de mobilisation ?

Sous le nom de « dialogue social » : un déni de démocratie, en employant trois fois, le 49.3 au Parlement (la dernière fois, ce mercredi 20 juillet). Une surenchère de la présence et de la violence policière par les conditions permises de l'Etat d'urgence. Une criminalisation des manifestants et des syndicats, reprise en boucle par les médias, jusqu'à l'interdiction de manifester ! Ce gouvernement a perdu toute légitimité dans la rue et jusque dans sa propre majorité. Il n'a que la force répressive comme réponse, son mépris pour les travailleurs. Il a un état d'urgence prolongé jusqu'en octobre, si puissant contre les mouvements sociaux, si dramatiquement impuissant contre le terrorisme, ouvrant à la surenchère délirante de la droite et du FN.

NE COMPTONS QUE SUR NOUS-MÊMES !

D'autres choix sont possibles, en comptant sur nos propres forces de classe. Même si la loi finira par être adoptée, il reste encore à l'appliquer !

Nous pensons qu'il n'y aura pas de voie institutionnelle, ni aucun vote, pour s'opposer à cette offensive que mènent la bourgeoisie, son gouvernement et son Etat pour faire payer la crise du capitalisme au monde du travail. Nous pensons que l'affrontement devra se mener sur le terrain de la lutte de classe, dans la rue et au mot d'ordre : Grève générale ! Si dans chaque entreprise, le patronat va chercher à imposer de nouveaux reculs des droits des travailleurs, qu'il sache que nous serons face à lui ! Ensemble et solidaires !

Si nous luttons contre cette loi, c'est aussi pour lutter contre la société qu'elle nous impose. Lutter contre cette loi, c'est lutter contre le capitalisme, sa bourgeoisie de classe. Un autre société est possible, anticapitaliste. La force de nos luttes le montrent.

C'est pourquoi, contre cette loi et « son monde », le NPA appelle à maintenir et reprendre notre lutte commune dès la manifestation du 15 septembre 2016 !